

***Subgrant Agreement No. COABM-2024B-MAR-ALCI***

***Numéro de l'appel :01/2024***

***Appel à candidature pour le recrutement d’un(e) consultant/E pour L’élaboration d’un mémorandum***

**Lancé par ALCI dans le cadre du Projet "Renforcer la Gouvernance Locale: Pour une Gestion Transparente et Efficace des Finances Publiques" En Partenariat avec IBP**

**Présentation de l’Association Mouvement Alternatives Citoyenne-ALCI :**

Crée en 2004, Association Mouvement Alternatives Citoyenne – ALCI se définit comme une ONG qui œuvre pour un développement socio-démocratique durable, équitable, ainsi que pour la promotion des droits économiques, sociaux, et civiques. Elle vise à contribuer à la mobilisation du mouvement social pour l’inscrire dans le processus de transformation et d’édification de l’État de droit, de la démocratie et de l’égalité.

**ALCI se donne comme objectifs :**

* Approfondir les normes de l’égalité, la citoyenneté et la démocratie dans les champs social, économique et juridique ;
* Lutter contre la discrimination fondée sur le genre ;
* Contribuer à un développement socioéconomique participatif et égalitaire ;
* Mobiliser le mouvement social pour l’inscrire dans la gestion de la chose publique ;
* Créer des espaces de jeunes et favoriser l’intégration de la jeunesse dans le champ public et la mobilisation citoyenne.

***Contexte du projet :***

 Le plaidoyer en faveur de la loi de finances et de la budgétisation locale revêt une importance cruciale dans le cadre des efforts continus visant à renforcer la gouvernance locale, à promouvoir la participation citoyenne et à garantir une gestion transparente et responsable des ressources publiques. Avec l'adoption de la Constitution de 2011, qui a consacré le principe de la régionalisation avancée et renforcé le rôle des collectivités territoriales, et l'introduction de la loi organique relative aux finances des collectivités locales en 2015, le Maroc a franchi des étapes significatives vers une décentralisation accrue et une autonomie financière des communes.

 Le changement souhaité est d'accroître les capacités de ces groupements et associations territoriaux dans la gestion des finances publiques et budgétaires, afin qu'ils puissent élaborer, suivre et évaluer des budgets participatifs et transparents, favorisant ainsi une utilisation efficace et responsable des ressources publiques au niveau local.

Dans ce contexte, et avec la conviction du Groupe de travail pour un budget sensible au genre, et à travers son actuel coordinateur, l'Association Mouvement Citoyen Alternative (ALCI), elle cherche à travers le projet à apporter des réponses aux Sur l'importance de La participation citoyenne dans la gestion des finances publiques revêt une importance cruciale pour les associations et les communes territoriales au Maroc.

**L’objectif global du projet est du** Contribuer à la promotion et au renforcement la capacité des communes territoriaux et associations à élaborer, suivre et évaluer des budgets participatifs et transparents, en vue d'une utilisation efficace et responsable des ressources publiques au niveau local.

**Cet objectif global sera atteint grâce à la réalisation de ces sous-objectifs intermédiaires:**

1. Renforcer et accroître le pouvoir de plaidoyer des associations et les communes dans le domaine de la participation citoyenne et des finances publiques.
2. Renforcer les capacités des associations de la société civile et des acteurs publics territoriaux en matière de redevabilité, et la transparence.
3. Améliorer la mise en réseau et renforcer les capacités afin de soutenir la transparence du budget des collectivités territoriales.

**Objectifs de la prestation *:***

 Dans le cadre des réformes menées par le Royaume du Maroc à travers le ministère de l'Économie et des Finances dans la loi organique relative aux finances, le mouvement Alternatives Citoyennes souhaite préparer et rédiger un mémorandum de plaidoyer axé sur les priorités liées à la transparence, à l'efficacité, et au développement de la gestion axée sur les résultats, dans le but de promouvoir l'égalité et la justice sociale, tout en transformant les finances publiques en un levier de développement consacrant la justice territoriale.

**Cette consultation vise à élaborer un mémorandum autour de cinq axes principaux :**

1. Renforcer la transparence financière : Garantir un suivi efficace des dépenses publiques, avec des rapports réguliers et une participation active de la société civile.

2. Améliorer l'efficacité des dépenses publiques : Adopter une gestion axée sur les résultats pour s'assurer que les ressources sont allouées aux projets ayant un impact réel.

3. Consolider la gestion axée sur les résultats : Lier les financements à des résultats mesurables et investir dans la formation des fonctionnaires locaux.

4. Promouvoir l'égalité et la justice sociale : Cibler les groupes vulnérables et réduire les écarts entre les zones urbaines et rurales à travers des politiques budgétaires équitables.

5. Faire de la justice territoriale un levier de développement : Orienter les investissements vers les régions moins développées et renforcer la décentralisation financière et administrative.

***Consistance de la prestation***

Dans le cadre de la réalisation de cette mission, le consultant/e sera mené/e à travailler en étroite collaboration avec l’équipe de ALCI chargé de mise en œuvre du projet “**"Renforcer la Gouvernance Locale : Pour une Gestion Transparente et Efficace des Finances Publiques»,** les prestations qui seront réalisées par le consultant/e seront reprises selon les taches suivantes :

* Procéder à une analyse documentaire.
* Procéder aux consultations avec les différentes associations, les communes territoriales, les acteurs publics territoriaux ; les élus et les personnes ressources
* Rassembler les avis et les revendications
* Elaborer des rapports sur des différentes consultations réalisées et les étapes de réalisation de la consultance.

***Profil recherché :***

En vue de réaliser cette consultation, le consultant /e devra répondre aux qualifications requises suivantes :

* Une formation universitaire en études sciences sociales, droit ou domaines de la gestion des affaires économiques et financier ;
* Une bonne connaissance du contexte associatif et civil marocain
* Une maîtrise approfondie du cadre juridique et politique marocain
* Expériences préalables dans la conduite d’études et la rédaction de rapports et des mémorandums.
* Avoir une connaissance et une expérience aux techniques et outils de plaidoyer.
* Excellentes capacités rédactionnelles en arabe
* Disponibilité à effectuer les travaux dans les délais impartis.

***Durée de la consultation***

La prestation commencera dès sa signature et pour une durée de 30 jours ouvrables.

***Planning de la mission***

Sur la base des éléments cités ci-hauts, le consultant soumettra son plan de travail, la méthodologie qu’il compte adopter et un planning détaillé sur les démarches à suivre.

La réalisation de la mission se fera en conformité avec le programme validé par ALCI.

***Livrables :***

A la fin de la mission, le consultant/e remettra à ALCI :

* Le rapport de processus de l’élaboration des mémorandums
* La version finale du mémorandum

***Dossier de candidature :***

Les dossiers de candidatures doivent inclure une proposition technique comprenant une note méthodologique, une offre financière, un CV, des attestations sur des prestations similaires, et un calendrier de réalisation.

L’évaluation des offres se fait à la base de la grille de l’évaluation suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères** | **Score** |
| Compréhension de la mission – Proposition Technique | 40/100 |
| Expérience /de la consultantes dans la thématique | 40/100 |
| Offre financier | 20/100 |
| TOTAL | 100/100 |

***Date limite de réception des offres :***

La date limite de soumission des offres est fixée à ***10 NOVEMBRE 2024 à 23h59min***

Les soumissions devient être envoyer à l’adresse suivante :

 mouvementalci@gmail.com ou recrut.formation2024@gmail.com

Avec la mention de l’intitulé de l’appel : ***Appel à candidature pour le recrutement d’un(e) consultant/E pour L’élaboration de Mémorandum***

Les dossiers déposés après la date limite seront rejetées.

Seules les offres sélectionnées seront contactées.